

Pour un deuxième souffle du 38^{ème} congrès, améliorons ensemble la base commune

Contribution de : Charlotte Balavoine, Stéphane Bonnéry, Patrick Castej, Julien Chouet, Colette Duynslaeger, Benoit Garcia, Pierre Garzon, Vincent Govelet, Christophe Grassullo, Florian Gulli, Elsa Koerner, Sébastien Laborde, Ivan Lanta, Tristan Lecointe, Nicolas Marchand, Frédéric Mellier, Guilhem Mirande, Denis Oztorun, Ozer Oztorun, Marie-Françoise Sanchez, Aymeric Seassau, Clotilde Seassau Mathieu, Julie Tejerizo

Les signataires de cette contribution ont choisi de travailler sur la proposition de base commune de discussion « Un communisme de conquête » adoptée par le Conseil National qui, conformément aux statuts, constitue non pas un texte fini à prendre ou à laisser, ou seulement modifiable à la marge, mais la base d'une discussion collective. C'est dans cet esprit que nous voulons formuler un certain nombre de remarques qui pourront alimenter des propositions de rédaction modifiant ou reformulant tel ou tel passage du texte.

(Pour communiquer un avis ou des propositions : second-souffle.38e40e@proton.me)

L'intensification de la crise, tant au niveau international que national, appelle une mise en mouvement de notre parti avec des objectifs politiques à la hauteur de la situation. Depuis le 38^e Congrès, celle-ci a profondément évolué : durcissement du capitalisme, montée des tensions politiques et sociales, progression de l'extrême droite, transformations du travail, développement de l'intelligence artificielle dans tous les domaines... Cela renforce la validité de notre projet de transformations radicales, révolutionnaires, et l'enjeu de nous donner les moyens de développer une action politique qui le fasse avancer. Mais si un espace nous est ainsi ouvert, les difficultés que nous rencontrons appellent un examen de la mise en œuvre de notre stratégie, non pour la remettre en cause, mais pour l'ajuster.

Nous nous étions fixés des objectifs politiques et d'organisation ambitieux mais force est de constater que pour une bonne partie, ils n'ont pas été atteints. Nous avons besoin de faire un bilan réaliste, pour apprécier ce qui a avancé et ce sur quoi nous butons, les freins et les leviers qui sont à notre disposition.

Nous sommes sortis de l'effacement et avons gagné de la sympathie, mais, comme nous l'avions constaté lors de la Conférence nationale, cela ne se traduit pas en progrès électoraux ; nous avons du mal à imprimer une vision claire de l'originalité de notre projet ; en outre notre image est parfois brouillée, par des maladresses, des formules qui ne correspondent pas à nos choix collectifs.

Dans ce contexte, notre congrès, moment d'échange et de décision sur nos orientations et nos priorités, ne peut se limiter à un débat sur nos alliances ou l'élection présidentielle. La situation appelle une analyse d'ensemble cohérente, de la créativité, et, pensons-nous la valorisation comme enjeu majeur de notre travail d'organisation.

Pour notre combat, avec ses possibilités mais aussi ses difficultés, il y a besoin de toutes nos forces, des adhérent.es mobilisé.es, convaincu.es et en plus grand nombre. Il y a besoin d'unité, pas de division. Le moyen pour cela n'est pas d'éviter les débats, ni les critiques. Que le Congrès soit un temps d'échange sincère, argumenté, pour que toutes celles et ceux qui partagent

l'ambition d'un PCF à la reconquête, par-delà leurs nuances, en ressortent avec des analyses et propositions communes, novatrices et convaincantes, celles que nous porterons ensemble.

C'est dans cet esprit que nous proposons de contribuer à l'enrichissement de la base commune, à la hauteur du cap à franchir, dans le prolongement des 38^{ème} et 39^{ème} congrès.

Évaluons ensemble où nous en sommes dans nos efforts de redressement du parti

Un point d'amélioration de la base commune réside dans le besoin d'un bilan de la mise en œuvre des décisions et objectifs de nos deux derniers congrès. Un bilan sincère, ni dans l'autosatisfaction inefficace, ni dans la contestation inavouée des objectifs initiaux de reconstruction du PCF.

Sans entrer ici dans un examen détaillé, notre opinion sur quelques aspects : nous avons œuvré à ce que les choses avancent, à reprendre pied dans la bataille d'idées. Alors que l'effacement du PCF, au nom d'une unité a minima, sans contestation réelle du capitalisme, avait conduit à l'affaiblissement de l'influence de nos idées. Face à la menace de l'extrême-droite, il y a besoin d'une alternative véritable, d'une perspective de changement de société que le parti a pour rôle de faire avancer dans le mouvement populaire et pour renouveler les bases du projet de la gauche.

C'est pourquoi c'est un bon début que le travail des commissions fasse l'objet de discussions au sein de la direction et donne lieu à des plans et brochures ; il faut maintenant que cela irrigue l'activité militante, celle de nos élus. L'expérience montre que lorsque le travail du PCF est diffusé publiquement par nos militants, et repris par nos parlementaires, il marque des points. C'est le cas avec la proposition de prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie. Il en va de même avec la divulgation des 211 Mds d'aide aux entreprises, qui permet de pointer l'enjeu de nouveaux pouvoirs à conquérir sur la production et sur l'utilisation de l'argent pour que les salarié.es puissent s'opposer aux logiques spéculatives, et de suraccumulation capitaliste : pour ce faire, nous avons besoin de mettre plus en avant l'urgence d'établir de nouveaux critères sociaux et écologiques dans la gestion des entreprises, avec droit de décision des salariés et de leurs organisations syndicales sur les grandes orientations et décisions stratégiques de leurs entreprises. C'est le cas aussi avec le plan climat qui a suscité de l'intérêt et des débats, même s'il aurait pu être mis plus en avant.

Le tour de France des entreprises a initié une dynamique, prolongée par la campagne Nouvelle industrie et services publics, qui donne le cap sur la façon dont nous pensons la centralité de la lutte contre le capitalisme, du rassemblement du monde du travail. Dans cette dynamique, il nous faut faire aussi le bilan des obstacles à surmonter. Il nous faut mieux comprendre pourquoi nos idées, si elles peuvent être écoutées ponctuellement et localement, n'impriment que partiellement, ou ne font pas suffisamment la différence dans les moments décisifs, des journées de mobilisation ou d'élection. Notamment pour que les collectifs que nous impulsions ou dont nous soutenons les luttes (pour l'emploi, l'implantation d'industries, contre la désertification médicale, les transports, l'école, etc.) ne soient pas seulement en résistance, mais offensifs sur l'alternative, notamment la prise de pouvoir sur les décisions et les moyens financiers.

Une décision importante a été de travailler à nous réimplanter sur les lieux de travail. Les statuts ont été modifiés pour devenir une boîte à outil utile à l'expérimentation. Mais nous n'avons pas pu avancer autant que nécessaire. Si certaines expériences sont encourageantes, c'est souvent

difficile à mettre en œuvre. Il nous faut prendre cette réalité à bras le corps, pour identifier les obstacles propres à la situation (temps de travail morcelé, horaires décalés, télétravail, etc.) et qui imposent de nous y prendre de façon spécifique. L'attachement de l'implantation des adhérents dans leur commune de résidence, pour mener la bataille électorale, ne doit pas être un frein à ce qu'ils militent aussi sur leur lieu de travail : menons la réflexion sur les formes d'organisation souples à inventer. Définissons, à partir des sections, des objectifs chiffrés sur des secteurs d'activité ciblés, avec des méthodes d'action, un dispositif de suivi de leur réalisation. Demandons à chaque échelon du parti d'apporter son expertise en vue de tenir un conseil national qui confrontera des expériences.

Le retour du PCF dans le paysage médiatique a été réel, mais il a ses limites, voire des retours à une discrimination. Cela appelle une réflexion collective sur la bataille à mener, les initiatives à prendre pour être plus visibles, et la façon d'utiliser le plus efficacement possible nos créneaux d'intervention pour y promouvoir nos idées communistes.

Notre action internationale a aussi besoin d'être évaluée et renforcée, tant les enjeux sont importants. Des campagnes qui fédèrent et mobilisent les communistes participent de la relance de l'action militante. Ainsi notre campagne pour Cuba, ou celle pour la plantation d'1 million d'oliviers en Palestine. Cependant, si nous avons tenu bon sur le principe d'une solution à deux États, nous avons souffert de ce qui a été perçu comme un retrait de notre part dans la bataille de solidarité avec le peuple palestinien et pour la paix. Sur cette question comme sur les autres actions nécessaires, nos débats et l'intelligence collective doivent permettre d'avancer vers un nouveau déploiement de notre action internationaliste.

Plus généralement, la redynamisation du parti passe par un important renforcement du travail d'organisation du parti et de son impulsion de direction. La relance des suivis fédéraux est une bonne chose. Elle a besoin de se renforcer d'une politique de promotion et de formation de cadres. La présence du parti sur tout le territoire, et pas seulement dans les métropoles, avec des adhérents à l'image de toute la population, implique un renforcement d'une grande ampleur pour faire face à la réalité de la pyramide des âges. La prochaine direction sera confrontée au défi de maintenir la présence du parti dans certains territoires, et donc d'assurer le renouvellement des militants et des cadres. C'est un sujet d'importance vitale pour notre base commune, pour le Congrès.

Stratégie : rassembler la classe travailleuse dans une dynamique populaire de transformation

Au 38^{ème} congrès, nous avons avancé sur la priorité à donner à la bataille de promotion de nos idées communistes, en lien avec les luttes, trop longtemps reléguée par la primauté donnée à la recherche d'accords électoraux, jusqu'à notre effacement. Depuis, le calendrier électoral a pu gêner la mise en œuvre de cette orientation. Un déséquilibre a perduré aux dépens du travail de long terme nécessaire pour construire des rapports de force durables dans la société. Il ne s'agit pas d'opposer le temps des luttes et de la bataille d'idées et le temps électoral, mais de les penser comme deux dimensions d'un même mouvement.

C'est essentiel pour avancer dans la construction d'un rassemblement transformateur. Débattons-en et donnons-nous les moyens de déployer dans l'action et dans la durée une bataille d'idée mobilisatrice et rassembleuse.

Le prisme électoral nous a conduit à prioriser l'adresse aux catégories populaires des zones périurbaines comme une catégorie à part. Cette orientation n'a pas produit les effets attendus, ni en termes électoraux, ni en termes d'ancrage de nos idées et du parti. Par contre, nous devons en faire le constat : notre parole peine à être entendue dans une grande partie de la jeunesse et dans les grands centres urbains ; c'est le cas aussi dans la ruralité.

Il ne s'agit pas d'abandonner des terrains ou des catégories, mais d'investir tout le champ du rassemblement, particulièrement celui du monde du travail dans toute sa diversité.

Il s'agit de redonner toute leur place aux luttes et à la promotion de nos idées, à la fois réalistes et révolutionnaires. Il s'agirait notamment de donner mieux à voir les leviers de pouvoirs dont les travailleurs peuvent s'emparer :

- dans les entreprises (emplois, contrôle de l'argent...)
- dans les services publics (rôle d'implantation et de gestion...)
- dans les territoires

et de travailler à leur mise en cohérence, à leur coordination. Les campagnes nationales sont indispensables, en lien avec ces luttes, et le besoin de les politiser, face à la bataille idéologique du capital, pour ouvrir des perspectives politiques de changement de société. Ces campagnes doivent être menées dans la durée, faire l'objet d'une impulsion suivie, et d'une évaluation.

C'est à partir de ces dynamiques que peuvent se construire des rassemblements électoraux solides et durables, où travailleurs et citoyens sont pleinement acteurs, et nous sortir des impasses populiste ou sociale-libérale.

Ces dynamiques ne naissent pas spontanément. Elles nécessitent un travail patient de construction et politisation des luttes, de construction de convergences et de mise en perspective. Cela implique de ne pas minorer les obstacles à surmonter, car les forces du capital sèment la division, entre catégories de travailleurs et entre ces derniers et les usagers et habitants, entre production et enjeux climatiques : nous ne partons pas de rien, mais l'essentiel de ce travail est devant nous, pour analyser les évolutions des rapports de production et des classes sociales, pour mieux identifier les divisions à surmonter et les nouveaux intérêts communs dont la conscience peut grandir. Les prochaines échéances vont confronter l'ensemble du pays, et du monde à ces questions, ne tardons pas pour les aborder.

Le rôle du Parti communiste est primordial pour ces luttes et ces batailles d'idées : non pas seulement accompagner, mais contribuer à organiser, structurer, politiser et orienter ces processus. C'est dire l'enjeu stratégique de tout notre travail d'organisation.

Communisme/ Socialisme 3.0 : besoin de révolution

Nous continuons à penser le communisme comme le chemin et l'horizon de libération de l'humanité : libération de l'exploitation, des dominations et de l'aliénation.

Le socialisme en constitue un moment, une phase de transition, où l'ancien et le nouveau s'affrontent, dans un processus de transformations, de luttes, où doivent progressivement s'imposer de nouveaux rapports sociaux.

Les transformations du capitalisme, du travail et des savoirs nous obligent à faire preuve de créativité. Les évolutions en cours, malgré les dangers, nous offrent l'opportunité de « *mieux convaincre de la nécessité d'une révolution des rapports sociaux de production, de consommation et de répartition* », comme nous l'écrivions au 38^{ème} congrès.

Le socialisme ne peut être conçu comme un modèle figé, mais comme un moment, une phase (pas une étape qui aurait un début et une fin) d'un processus de dépassement du capitalisme, une société en mouvement, traversée de contradictions, dans laquelle se construisent de nouveaux pouvoirs et de nouvelles formes d'appropriations.

- un développement sans précédent de la démocratie, notamment avec de nouveaux pouvoirs des travailleurs
- une appropriation sociale de moyens de production et d'échange
- une transformation du travail lui-même.

C'est à cette condition qu'il pourra répondre aux enjeux de notre temps. Car il ne s'agit pas de penser cette transition révolutionnaire comme la copie d'un ancien modèle, ni d'expériences contemporaines : le dépassement de la société actuelle ne peut s'aligner de façon dogmatique sur une conception du socialisme qui a pu être envisagée ou expérimentée au siècle précédent. Sa dimension démocratique est fondamentale. Par exemple, pour la planification que nous envisageons : elle ne peut se réduire à une conception étatique, technocratique, dépossédant les travailleurs des décisions.

Nous attribuons le qualificatif révolutionnaire à notre combat, à nos objectifs, au parti mais nous ne sommes pas perçus comme tels. LFI est perçue comme plus radicale, mais aussi le RN, et la droite est en train à son tour d'invoquer la nécessité d'une « rupture ». Il y a besoin de faire mieux vivre dans sa dimension révolutionnaire en même temps qu'avec son réalisme, la perspective que nous proposons, en paroles et en actes, d'une façon concrète, compréhensible, attractive. C'est peut-être le plus important, y compris au regard du sens de notre engagement à la présidentielle.

Il s'agit d'inscrire chacune de nos batailles, chacune de nos propositions dans une visée de libération de la société face à l'emprise du capital, de faire progresser les consciences, une conscience de classe, de construire les bases d'un rassemblement capable de faire échec à l'extrême-droite et d'avancer dans la voie d'un dépassement du capitalisme.

Sortir de la verticalité pour faire vivre l'intelligence collective

Enfin nous pensons que la base commune doit être renforcée et précisée sur les questions concernant le fonctionnement du parti.

Celui-ci suscite un malaise, des critiques à l'égard de ce qui est ressenti comme une forme de verticalité persistante, un manque d'écoute des remontées du terrain. Ce ressenti n'est pas anodin. Il peut limiter l'appropriation collective de nos choix, appauvrir le débat et, in fine, affaiblir notre capacité d'initiative.

Il est renforcé par un décalage parfois constaté entre les décisions collectives, leur mise en œuvre concrète et la parole publique du parti.

Ce décalage, qui s'est exprimé notamment au moment des élections européennes, mais aussi lors de votes au Parlement, nuit à la lisibilité de notre ligne, fragilise la confiance militante et peut donner le sentiment d'un éloignement entre le parti et ses propres bases.

Dans une période qui exige clarté et cohérence, on a besoin de toute l'intelligence collective du parti, de mieux valoriser les apports des militants et responsables, et d'articuler en cohérence débats, actions et expression publique.

Il s'agit de renforcer le rôle des directions, à tous les niveaux, leur travail collectif, leur fonctionnement démocratique, en tant qu'organes mettant en œuvre notre politique en lien avec l'expertise militante des réalités du terrain et l'intelligence de l'intellectuel collectif que nous formons en tant que Parti. Donc de construire comme telle une direction nationale pour travailler à produire des idées, des initiatives, organiser le travail collectif, impulser l'action du parti et aider ses organisations, plutôt que conçue avec majorité, minorité et représentation de « sensibilités ».

Chaque militant donne de soi, s'implique, dans un monde qui encourage plutôt au repli individualiste ou communautaire : le rôle des directions, à tous les niveaux, est d'en tenir compte, non pas pour exhorter à faire plus, au risque de l'épuisement, mais pour aider à faire, à démultiplier, et surtout à rendre efficace l'engagement parce que son expertise nourrit en retour la prise de décision des directions et la parole collective. Le travail de la direction nationale doit se nourrir davantage de l'expression des sections et des cellules. Son fonctionnement doit articuler plus finement actualité et objectifs de visée. Dans cet esprit, sur l'ensemble des grandes questions et batailles d'idées, pour mieux analyser les évolutions de la situation et mieux intervenir, nous pouvons mettre plus régulièrement à l'ordre du jour du CN des bilans d'étape pratiques et expliciter les modalités d'animation des décisions prises.

Dans les semaines et les mois qui viennent, nous aurons besoin d'une large mobilisation des communistes pour être à la hauteur des enjeux. Celle-ci ne se décrète pas. Elle ne pourra se construire que si nous sommes capables de faire émerger une volonté collective réelle, partagée à tous les niveaux du parti. Cela suppose des gestes forts, capables de créer les conditions d'une mobilisation large et durable, et de remettre en mouvement l'ensemble des communistes.

Pour un second souffle dans la voie ouverte par le 38^{ème} congrès

La période actuelle nous place devant une responsabilité particulière. Face à une crise profonde du capitalisme, à la montée des logiques autoritaires et aux difficultés de la gauche, nous ne pouvons nous contenter d'ajustements à la marge.

Sur la base de nos acquis, c'est le moment de franchir un cap. Un cap dans nos analyses, pour prendre pleinement la mesure des transformations à l'œuvre. Un cap dans notre projet, en affirmant sans hésitation le besoin de révolution pour une société libérée de la domination du capital, une société démocratique, égalitaire et universaliste. Un cap dans notre stratégie, en recentrant notre action sur les luttes et la bataille d'idées communiste, pour forger la conscience de classe et la construction de rapports de force durables. Un cap, enfin, dans notre fonctionnement, pour faire vivre pleinement l'intelligence collective du parti. C'est à cette condition que nous pourrions être une force politique capable de rassembler la classe travailleuse, de la mettre en mouvement et de porter une perspective révolutionnaire à la hauteur des enjeux.